

Social, climat, économie...

Oui, il faut tout changer !

Retraites, ADP, climat... : autant de motifs de se mobiliser dès septembre
□ Des motifs différents en apparence mais une cause commune □
Austérité et libéralisme nous mènent droit dans le mur □ Des investissements publics pour la transition énergétique et l'économie sont nécessaires □ Haro sur les dépenses sociales □ Construire une alternative sociale pour répondre à tous ces défis, c'est l'enjeu de cette rentrée !

La situation dans le monde ne fait que se dégrader. La multiplication d'événements climatiques extrêmes le montre : il y a urgence à combattre le réchauffement climatique et à le contenir en deçà de 1,5°C, comme le propose le dernier rapport des experts du climat, le GIEC. Il s'agit de diminuer drastiquement les émissions de gaz à effet de serre, alors qu'elles sont reparties à la hausse (+3,2% en France en 2017) du fait de politiques menées par les gouvernements, dont celui de la France.

Bienvenue à Bla-bla-land...

Un gouvernement cohérent avec ses engagements internationaux - notamment après la COP21 avec l'accord de Paris - prendrait des mesures fortes en faveur du climat. Il n'en est rien et les appels à se mobiliser dans le cadre des manifs Climat des 20 et 21 septembre en sont d'autant plus justifiées !

Les gesticulations de Macron au G7 à propos des incendies en Amazonie ne peuvent masquer ses propres carences. En plein été, son gouvernement a revu à la baisse les primes à la conversion automobile pour une seule raison : le budget initial (et la demande) allait doubler... passant de 500 millions à 1 milliard ! Preuve au moins qu'il y a une véritable demande sociale.

Au même moment, les restrictions de circulation ont agi comme un véritable révélateur social avec 60 % des véhicules interdits de rouler en Ile-de-France pendant les journées "canicule" et/ou "pollution".

Autant dire que nous avons affaire à une politique de gribouilles avec un gouvernement qui n'a pour seul horizon que l'année civile et son solde budgétaire alors que nous avons besoin de changement très vite et de financements massifs sur le très long terme !

Qu'on en juge : Macron évoque des engagements de prêts de centaines de milliards d'euros à l'échelle européenne et son gouvernement "cale" devant 500 millions d'euros de dépenses supplémentaires ! C'est la même absurdité court-termiste qui conduit à la fermeture de voies ferrées, véritable alternative en matière de transports.

... et à Pipeau-city !

Côté social, Macron a fait dans la démesure verbale à l'occasion du centième anniversaire de l'OIT (Organisation Internationale du travail), dénonçant "le capitalisme fou" et appelant de ses vœux "une économie sociale de marché où chacun trouve sa part". Rien que ça !

On croit rêver ! L'ISF a été supprimé au motif qu'il décourageait l'investissement. Or, la Bourse (à travers l'émission de nouvelles actions) ne participe qu'à hauteur de 2,55 % de l'investissement total.

«C'est pas parce qu'on remettra l'ISF comme il était il y a un an et demi, que la situation d'un seul Gilet jaune s'améliorera, ça c'est de la pipe » (Macron pendant le grand débat)

Bon, on a fait le calcul : pour les deux millions de salarié-es au SMIC, les 3,2 milliards de l'ISF cela aurait fait 1600 euros par an (130/mois) pour chacune et chacun qui "y auraient sûrement trouvé leur part" !

Fin du mois et fin du monde

Pour garantir à chacun-e une existence digne, il faut rompre avec cette politique et partager les richesses, tout en répondant aux impératifs écologiques :

+ faire payer d'abord les plus grands pollueurs,

- + maintenir et développer les services publics,
- + conserver les commerces de proximité,
- + financer massivement les transports en commun quotidiens et aller vers la gratuité,
- + financer la rénovation et l'isolation des logements,
- + cesser les accords de libre-échange et relocaliser les activités industrielles et agricoles...

Ces alternatives et bien d'autres sont à la fois justes socialement et efficaces écologiquement. Fin du monde et fin du mois relèvent du même combat.

Aux fins de mois de plus en plus difficiles d'une majorité de la population nous opposons l'accès à l'emploi, à une éducation décente, à un logement salubre, à la santé, à une alimentation saine... Ce qui relève déjà de l'impossible pour beaucoup.

Haro sur les dépenses sociales !

Après le grand débat, on nous vend à nouveau une consultation citoyenne sur le futur régime de retraites par points. Mais toutes les consultations du monde n'y changeront rien : en refusant toute augmentation des cotisations - et donc des recettes - dans le futur, on connaît l'équation : avec plus de retraité-es vivant plus longtemps, il y aura baisse des pensions avec un âge de plus en plus tardif pour prendre notre retraite !

Ce gouvernement nous exhorte à ne pas dépenser plus pour ne pas laisser de dette à nos enfants et il taille dans les dépenses sociales. Mais c'est l'inverse qu'il faut faire : il faut investir, et massivement, pour la transition énergétique et pour l'économie !

Car à suivre cette logique folle, dans quel état va-t-on laisser la planète ? « *Bleue ou bien cuite* » comme le disent les banderoles des manifestations Climat ?

Côté retraites, l'âge de départ (appelé âge pivot) serait à 64 ans dès 2025. Puis à 65,4 ans pour celles et ceux qui ont 39 ans aujourd'hui et à 66,25 ans pour celles et ceux qui ont 29 ans !

Cette réforme est bien une affaire de jeunes puisque, déjà aujourd'hui, une personne sur deux qui prend sa retraite n'a plus de travail. Alors à 65 ans et plus...

C'est pour dire non à ce projet de loi que nous serons en grève - et en manifestation - mardi 24 septembre.

Premières dates à retenir

Actions "Climat". A l'appel d'une cinquantaine d'organisations dont Solidaires : grèves et manifestations des jeunes vendredi 20 septembre ; manifestations le samedi 21

Réforme des retraites. Journée de grèves et de manifestations contre le projet de retraite par points le mardi 24 septembre

Référendum contre la privatisation d'ADP. Objectif : 4,7 millions de signatures d'ici la mi-mars 2020. Environ 700000 signatures recueillies depuis la mi-juin.

La dette, quelle dette ?

L'argument du poids de la dette publique n'est plus de mise car les sommes consacrées à son remboursement sont ridiculement faibles ! Le tableau publié par le gouvernement pendant le grand débat le prouve : le remboursement de la dette, c'est 3,7% du total des dépenses publiques (Etat, communes, départements, régions... et la Sécurité sociale).

Ce tableau donne la répartition des sommes en jeu pour 1000 euros de dépenses publiques : donc 37 euros pour la charge de la dette (les mensualités) et pour les retraites c'est 268 euros (ou 26,8 %). On comprend mieux la volonté de faire baisser ces 26,8%. La dette n'est donc pas un problème !

Ainsi, il n'y a aucune logique à privatiser ADP (Aéroports de Paris). La raison officielle de cette privatisation, mais aussi de la FDJ et Engie, est de créer un fonds pour l'innovation et de rembourser une partie de la dette publique. Totalement absurde puisque ces trois sociétés rapportent à l'Etat plus de 700 millions par an !

Une alternative à construire ensemble !

Depuis des mois, des citoyen-ne-s syndiqué-es et non-syndiqué-e-s, membres ou non de partis, de syndicats, d'associations s'organisent pour dire aux gouvernements, et en particulier au nôtre, qu'ils et elles ne supportent plus cette violence sociale des riches qui détruit notre planète pour faire plus de profits, encore et encore. A leur manière, les gilets jaunes ont aussi dénoncé les inégalités sociales présentées toujours comme "naturelles".

Ce qui doit et peut nous réunir ensemble dans ces luttes c'est l'opposition à cette cupidité capitaliste prête à nous sacrifier pour augmenter ses profits.

Les urgences climatiques, sociales et fiscales ont la même origine, les mêmes responsables et font les mêmes victimes, les mêmes dégâts. Voilà pourquoi il nous semble possible et important de travailler toutes et tous ensemble à des mobilisations qui, au départ, semblent éloignées les unes des autres. Mais qui, au final, ne le sont vraiment pas !

Et c'est possible dès ce mois de septembre !

Ce gouvernement voudrait nous opposer, nous diviser, nous faire croire qu'il faut choisir entre la misère - la fin du mois - et la catastrophe écologique - la fin du monde - , nous faire renoncer à notre avenir, à celui de nos enfants.

Nous refusons la fatalité qui condamne les sociétés humaines, la biodiversité et les conditions de vie sur terre.

Dans toutes les mobilisations de ce mois de septembre, nous le dirons haut et fort : « *construisons cet autre monde, ensemble !* ». Et SUD-PTT y prendra toute sa place !